



Paris, le 6 mars 2018

Communiqué de presse interfédéral CFDT, CFE-CGC, CGT et FO

Les syndicats de l'énergie demandent au Gouvernement de défendre les intérêts énergétiques du pays lors du trilogue du Clean Energy Package

Les Fédérations syndicales CFE-CGC Energies, FNEM-FO, FNME-CGT et FCE-CFDT regrettent que le dernier vote de la commission ITRE du Parlement européen, le 21 février dernier, consacre un 4^{ème} paquet énergie qui persiste à bâtir l'Europe de l'Energie sur la primauté du marché concurrentiel et des signaux économiques de court-terme, au lieu de tirer les leçons de 20 années d'ouverture des marchés de l'énergie.

Face aux conséquences néfastes prévisibles de ce Clean Energy Package, nos Fédérations ont décidé de poursuivre leur mobilisation. Après avoir rencontré de nombreux députés européens et les services de la Commission européenne, elles vont désormais alerter les parlementaires français et demandent au Gouvernement de défendre les intérêts énergétiques du pays lors du trilogue qui s'engage désormais entre le Conseil, le Parlement et la Commission.

Pour l'intersyndicale, ce 4^{ème} paquet européen perd de vue les questions de service public, de long terme et d'intérêt général. La logique court-termiste et concurrentielle, la fin des tarifs réglementés, le communautarisme énergétique à l'échelon local, les pouvoirs excessifs de l'ACER et les limites à l'utilisation des mécanismes de capacités ne garantiront en rien la sécurité énergétique de l'Europe, pas plus que les transferts de souveraineté au détriment des Etats qui assument en dernier ressort la responsabilité de la sécurité énergétique de leurs citoyens.

Pire, les propositions de ce paquet ne font pas de la lutte contre le réchauffement climatique une priorité cardinale alors que la mobilisation climatique est plus que jamais nécessaire. Or nos Fédérations estiment qu'il est impossible de relever le défi climatique en s'en remettant uniquement aux lois du marché, et la réduction des émissions de CO₂ ne pourra pas simplement découler des objectifs en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique.

Plus grave, le 4^{ème} paquet énergie n'a toujours aucune dimension sociale hormis la promesse purement incantatoire de 900 000 créations d'emplois. Il fait encore moins le lien avec l'indispensable politique industrielle européenne dans le domaine de l'énergie pour que les choix énergétiques favorisent le développement de filières industrielles créatrices d'emplois sur le territoire européen. L'intersyndicale ne saurait admettre le laisser-faire industriel de la Commission européenne dont les importations de matériels conçus et fabriqués en Chine comme les suppressions d'emplois à Siemens ou General Electric sont les conséquences.

Tarifs réglementés, mécanismes de capacités, centres opérationnels régionaux, pouvoirs du régulateur européen... sont autant de combats que l'intersyndicale demande au Gouvernement de mener lors du trilogue pour défendre les spécificités d'un modèle énergétique français qui continue d'offrir aux Français une énergie peu carbonée, sûre et abordable.

L'intersyndicale poursuit sa mobilisation pour défendre une Europe de l'Energie moins dogmatique, qui a le souci du long terme et de l'intérêt général et qui n'oublie ni la dimension sociale ni les impératifs de politique industrielle, dans le respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité. A l'heure où le trilogue s'engage sous présidence bulgare, elle demande au Gouvernement de mettre tout son poids politique pour défendre au mieux les intérêts énergétiques des Français.